

Québec, le 4 novembre 2015

Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales
canadiennes et de la Francophonie canadienne
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-LeMay, 1^{er} étage
1035, rue des Parlementaires, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

Objet : Question sur le réexamen administratif

Cher collègue,

Lors de la séance de l'Assemblée nationale du 28 octobre 2015, la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, M^{me} Carole Poirier, m'a adressée la question écrite suivante :

« Pourquoi les chefs d'équipe qui procèdent à des réexamens administratifs ne rendent pas leurs décisions par écrit au demandeur? ».

La Politique de réexamen administratif est un recours administratif mis en place lors de la création d'Emploi-Québec pour répondre à l'obligation de justice administrative. Il se distingue des autres recours par le fait qu'il n'est pas un recours légal. Il ne couvre que les décisions pour lesquelles aucun recours n'est déjà fixé dans la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (LAPF).

La Politique de réexamen administratif s'applique aux décisions concernant les aspects suivants :

- dans le cadre d'un « Parcours vers l'emploi » : les mesures et services acceptés ou refusés;
- la nature, le nombre ou l'importance des activités proposées;
- toute modification au Plan d'intervention du participant;
- l'aide financière reliée aux programmes, mesures et services;
- le Contrat d'intégration au travail.

...2

Le chef d'équipe n'a pas la responsabilité du réexamen administratif. Toutefois, il doit contacter la personne pour lui expliquer la décision et l'informer des recours à exercer lorsqu'il y a désaccord. En effet, afin de s'assurer d'une décision impartiale, le traitement de la demande de réexamen est réalisé par la Direction des plaintes et des relations avec les citoyens (DPRC).

Lorsque la décision est soumise au réexamen administratif, la DPRC rend une décision écrite dans les 30 jours civils suivant la date de la demande et cette décision est finale et sans appel.

Veillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Sam Hamad', with a large, stylized flourish at the end.

SAM HAMAD